

Notice biographique d'Élisabeth Guigou

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/notice_biographique_d_elisabeth_guigou-fr-4907572c-d733-4e80-b2d3-dcbe6223a9fe.html

Date de dernière mise à jour: 08/07/2016



Notice biographique d'Élisabeth Guigou

Née au Maroc, où elle a commencé ses études à la faculté des Lettres de Rabat, Élisabeth Guigou quitte le royaume chérifien après la décolonisation. Elle continue ses études à Montpellier, en sciences économiques, puis intègre l'École Nationale d'Administration (1972).

En 1974, elle devient administratrice civile au ministère des Finances à la direction du Trésor, où elle occupe par la suite diverses fonctions, aux bureaux de la Trésorerie, des banques, du marché financier, et au Plan de 1975 à 1978. De 1979 à 1981, elle occupe le prestigieux poste d'attaché financier près l'ambassade de France en Grande Bretagne. En 1981, année où le socialiste François Mitterrand est élu à la présidence de la République, elle retourne brièvement au Trésor dont elle dirige le bureau des États d'Europe, d'Amérique et d'Asie, avant de devenir conseillère technique de Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Maurois, puis à l'Élysée auprès de François Mitterrand à partir de 1982. Elle participe notamment aux grandes décisions européennes du premier septennat de François Mitterrand, marqué par le maintien du franc dans le Système monétaire européen et la relance européenne à partir du conseil européen de Fontainebleau de juin 1984.

Lorsque s'annonce la Cohabitation, le président de la République la nomme au Secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI), qu'elle dirige jusqu'en 1990. À ce poste, elle a préparé la conférence intergouvernementale sur l'Union économique et monétaire en dirigeant le «groupe Guigou» qui réunit des hauts fonctionnaires européens et nationaux.

Après la réélection de François Mitterrand en 1988, elle devient Ministre déléguée chargée des Affaires européennes auprès du ministre des Affaires étrangères Roland Dumas de 1990 à 1993 (gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy). Elle a ainsi participé aux travaux des deux conférences intergouvernementales qui ont abouti à la rédaction du traité sur l'Union européenne et à son acceptation lors du conseil européen de Maastricht. Elle est ensuite la cheville ouvrière de la campagne en faveur du traité de Maastricht, adopté par référendum en France en septembre 1992, à une courte majorité.

Après l'échec de la gauche aux élections législatives de 1993, elle devient députée européenne en 1994 et représente le Parlement européen à la conférence intergouvernementale qui prépare le traité d'Amsterdam, signé en 1997.

En 1997, le gaulliste Jacques Chirac, président de la République élu en 1995, dissout l'Assemblée nationale. La droite française est alors battue aux élections législatives et Élisabeth Guigou, élue députée pour le parti socialiste, devient ministre de la Justice dans le gouvernement de Lionel Jospin, puis ministre de l'Emploi et de la solidarité de 2000 à 2002. Depuis 2002, elle est députée de Seine-Saint-Denis. Elle a occupé les fonctions de vice-président de la délégation pour l'Union européenne à l'Assemblée nationale française.

En 1994, elle a fondé l'association [Europartenaires](#) et elle participe à d'autres associations européennes: [Femmes d'Europe](#) et [Les Amis de l'Europe](#). *Europartenaires* «soutient un projet de société propre à redonner du sens à la construction européenne et à redéfinir les rôles et les responsabilités des acteurs sociaux ou politiques».